



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 57 - vendredi 22 juillet 2011

Dans ce numéro :

- 158 milliards pour les prédateurs de la finance ! Non à l'austérité, annulation de la dette !
- Les 90 ans du PC chinois : du communisme au national-libéralisme sauvage en passant par l'imposture maoïste
- Le NPA, le regroupement des anticapitalistes et les questions de stratégie

158 milliards pour les prédateurs de la finance ! Non à l'austérité, annulation de la dette !

Une nouvelle fois, un sommet européen vient de se tenir le 21 juillet pour tenter de trouver un accord sur la question d'un nouveau plan d'aide à la Grèce, d'une ampleur comparable au premier (environ 158 milliards d'euros).

Cette question du risque de défaut de paiement de la Grèce prend une ampleur d'autant plus grande que vient se rajouter la crise de la dette de l'Espagne, de l'Irlande, du Portugal et de l'Italie et surtout celle bien plus inquiétante des Etats-Unis qui est en passe de franchir le plafond « constitutionnel » de... 14 290 milliards de dollars !

Pris de méfiance à l'égard de leur propre système, les plus gros actionnaires se désengagent des marchés boursiers, et hésitent même à prêter aux Etats... sauf à des taux exceptionnels. Un nouvel épisode aigu de la crise financière menace.

Lundi dernier, le CAC40 a dégringolé de 2,04 % atteignant son plus bas niveau de l'année et les bourses de Francfort, Milan ou Madrid ont suivi la même tendance.

Et ce n'est sûrement pas la publication des « *stress tests* » très optimistes sur l'état des banques européennes, le 15 juillet dernier, qui a pu rétablir cette fameuse « confiance ». Comme le commente un économiste : « *Il est incroyable d'envisager des hypothèses aussi faibles, des scénarios presque à l'eau de rose. La situation des banques est bien plus dégradée qu'il n'y paraît* ».

Face à cette situation, les seules mesures envisagées ne sont que des emplâtres, incapables à s'attaquer au réel problème du parasitisme de la finance. A l'image de ces « *stress tests* » sans aucune valeur pour les gros investisseurs financiers, le seul objectif des gouvernements est de tenter de rétablir la confiance des marchés financiers, c'est-à-dire des banques, des institutions financières, des fonds de pension, des bourses.

Ils envisagent ainsi de racheter une partie de la dette grecque, via le Fonds européen de stabilité, ce qui ne peut conduire, à terme, qu'à relancer la spéculation sur cette dernière. De même, les mesures visant à baisser le taux et à augmenter la durée des prêts consentis par les Etats de la zone Euro aux pays en difficulté, auront la même conséquence. Merkel a évoqué de mettre à contribution les banques privées... mais par-delà les annonces, tout le monde craint surtout que les plus faibles d'entre elles voient leur note s'écrouler, avec des conséquences comparables à la faillite de Lehman Brothers en 2008. L'opacité et le parasitisme du système financier sont tels, qu'ils sont incapables d'apporter une solution. Il n'y a aucune issue sans mesures autoritaires vis-à-vis de ces marchés qui asphyxient l'ensemble de l'économie.

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

L'aggravation de cette crise de la dette, la menace d'une nouvelle crise financière qui ne s'arrêtera pas aux frontières de l'Europe, contraignent tous les partis à se définir en fonction des réponses qu'ils proposent d'autant que leur horizon est fixé sur la ligne de l'élection présidentielle. Sur ce terrain, la droite comme le PS défendent la même politique sur le fond. Ce dernier postule même à être le meilleur parti pour mener la cure d'austérité face à une droite discréditée, comme le montrent les récentes déclarations des différents candidats aux primaires.

Royal vient de l'exprimer clairement par sa main tendue « *jusqu'aux gaullistes qui pensent que dans le cadre de l'effort national considérable qu'il y aura à fournir en 2012, il vaudra mieux s'associer avec la gauche plutôt qu'avec une droite qui aura fait depuis cinq ans exactement le contraire de ce qu'elle avait promis* ». Quant à Hollande, il se présente déjà comme le candidat de la « rigueur » en déclarant : « *La dette est l'ennemie de la gauche et de la France (...) il faut rééquilibrer les comptes publics sans tarder, descendre à 3 % du PIB le plus vite possible* »... et pour mieux préciser le sens du rééquilibrage, il rajoute : « *Le candidat qui annonce qu'il n'y aura pas d'effort supplémentaire après 2012 sera un président qui se parjurera* ».

Oui, Hollande a raison. Tous les partis restant enfermés dans la logique des rapports de force sociaux et institutionnels n'auront d'autre choix, quelles que puissent être leurs intentions, que de se plier à la logique de la privatisation des finances publiques entre les mains des banques, à la soumission des États à la finance.

Les choses sont claires, alternance ou pas en 2012, les travailleurs et les classes populaires seront confrontés à de nouvelles mesures d'austérité pour sauver les profits patronaux et bancaires.

C'est bien pourquoi nous pensons qu'il y a urgence à rassembler les anticapitalistes pour construire une véritable opposition ouvrière et populaire autour de perspectives claires pour la défense des intérêts du monde du travail.

Oui, « *Il ne peut y avoir de sortie de crise sans inverser le rapport de force sociale et politique entre le monde du travail et les classes possédantes. Contrairement à ce que prétendent les gouvernants, la lutte des salariéEs pour la défense de leurs droits, loin d'être vaine, représente la seule voie pour sortir de la crise* » (*).

Cela commence par légitimer les luttes pour les salaires, car « *ce sont les profits exorbitants, confisquant une part toujours plus importante de la richesse produite, qui sont à l'origine de la spéculation et de la crise financière. La meilleure façon de réduire les profits, c'est d'augmenter la part des salaires. Il y a urgence à augmenter les salaires de 300 €, à garantir que pas un revenu ne soit inférieur à 1500 € net, à opérer un rattrapage des salaires féminins* » (*).

Face aux licenciements et aux fermetures d'entreprises, il faut imposer l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous. Ce n'est pas aux travailleurs de payer les frais de la crise des capitalistes. « *Les gains de productivité ont été accaparés par les actionnaires. Il faut mettre fin à cette injustice : s'il faut moins de travail pour la même production, c'est aux salariéEs d'en bénéficier. Il faut passer tout de suite à 32 heures sans perte de salaire, embaucher et refuser la flexibilité. (...) Il faut réduire et partager le temps de travail jusqu'à l'abolition du chômage ! (...) En cas de diminution de la production, l'intensité et la durée du travail doivent être réduits sans perte de salaire. Les licenciements doivent être interdits* » (*).

Cela ne peut s'imposer que par le contrôle direct des travailleurs sur la marche des entreprises, par la remise en cause du droit exorbitant des actionnaires et du patronat à décider de tout ce qui concerne la production de richesses. « *Dans les entreprises qui font des profits comme dans celles qui apparaissent en difficulté mais dépendent en réalité d'un grand groupe qui fait lui des profits, les salariés doivent avoir accès aux comptes des entreprises et pouvoir remonter jusqu'aux donneurs d'ordre, ce qui implique la levée du secret bancaire* ». (*)

Du point de vue des besoins de la population, nous devons revenir sur toutes les politiques de privatisation des services publics, qui n'ont servi qu'à donner des marchés juteux à des trusts. De même, nous défendons le droit à la santé gratuite pour tous, à l'éducation, à l'accès à l'ensemble des services publics, face à toutes les coupes claires opérées dans les budgets sociaux par les gouvernements successifs. « *Défendre des conditions de vie décentes pour la population passe par des services 100 % publics et une extension de la gratuité : santé, transports collectifs de proximité, télécommunications...* » (*).

De telles mesures passent nécessairement par la question centrale de l'annulation de la dette qui sert aujourd'hui de pompe à profit à l'ensemble de la finance. Cette dette est illégitime, produit de toute une politique de libéralisation et de financiarisation qui asphyxie aujourd'hui l'ensemble de l'économie. « *Pour les défenseurs du capital 'la dette doit être honorée', car l'endettement serait la preuve du 'laxisme' des gouvernements et du 'poids insupportable' des 'transferts sociaux'. Pour nous la dette est illégitime. Les salariés ne doivent pas la reconnaître. Ils ne doivent pas la payer* » (*).

Seule une telle mesure autoritaire d'annulation pure et simple de la dette pourrait permettre le démantèlement de la finance et la socialisation du secteur bancaire, à l'inverse de ces politiques visant à remettre en selle en permanence le système financier. « *Une telle annulation de la dette sape les bases de la domination des grandes institutions financières. Il n'est évidemment pas question de venir les sauver une nouvelle fois, mais au contraire, de mettre en œuvre une appropriation publique et sociale complète du système de crédit. Cette socialisation vise à mettre en place un véritable service public bancaire décentralisé et démocratiquement contrôlé* » (*).

La mise en œuvre d'une telle politique demande un changement radical de pouvoir, un gouvernement capable de refuser la loi des parasites de la finance, de la propriété privée des actionnaires, « *un gouvernement au service des travailleurs et de la population, s'appuyant sur leur mobilisation, leurs organisations à travers des comités démocratiques en particulier dans les secteurs des banques et de la finance prendrait trois mesures clés qui permettraient d'atteindre un tel objectif : l'annulation de la dette illégitime, la socialisation du système de crédit et le contrôle des capitaux* » (*).

Un tel gouvernement des travailleurs, s'appuyant sur la solidarité internationale des opprimés, saurait s'adresser aux travailleurs, à la jeunesse des autres pays, qui, comme en Grèce ou en Espagne, luttent contre les banquiers et les plans d'austérité à répétition. « *La socialisation du crédit est indissociable du contrôle de la circulation des capitaux et donc des places financières. Elle implique la fermeture des bourses et le contrôle des échanges monétaires. Une telle politique qu'engagerait un gouvernement démocratique des travailleurs ne signifie nullement un repli sur les frontières, un isolement national. Quel que soit le pays où les travailleurs parviendront les premiers à se mettre en position de ne pas payer la dette illégitime et de socialiser le crédit, les mesures seront accueillies avec enthousiasme par ceux des autres pays* » (*).

L'ensemble de ces mesures sont indispensables si nous ne voulons pas connaître un recul social et politique sans précédent. Elles doivent permettre de regrouper l'ensemble du monde du travail, toutes celles et ceux qui dans les syndicats et associations refusent de se plier à la logique destructrice du système. Le NPA doit s'en faire le propagandiste en particulier dans la campagne électorale à venir, être l'instrument du regroupement des anticapitalistes dans la perspective de construire un véritable parti d'opposition ouvrière et populaire popularisant, défendant, mettant en œuvre, dans les luttes et les mobilisations, ce programme.

Laurent Delage

(*) Extraits de « [Nos réponses à la crise](#) » texte adopté par le dernier congrès du NPA, accessible sur le site en cliquant sur le lien.

Au sommaire

Les 90 ans du PC chinois : du communisme au national-libéralisme sauvage en passant par l'imposture maoïste

Le 1^{er} juillet dernier, le Parti communiste chinois, 80 millions de membres, des centaines de milliers de cadres, autocélébraient ses 90 ans. Superproductions cinématographiques, monuments géants, défilés militaires... les cérémonies reflétaient bien la nature de ce parti : un appendice de l'Etat, une monstrueuse machine nationale de domination contre les classes populaires, clé de voute d'un système de plus en plus travaillé par ses contradictions. De communiste qu'il était à sa naissance et pendant les années 1920, il est devenu, sous les habits neufs du maoïsme, le parti d'un nationalisme radical, pour finalement servir d'instrument au libéralisme sauvage.

Malgré l'autosatisfaction des dirigeants, un grand quotidien de Canton titrait : « *Ne laissons pas les fleurs fraîches et les applaudissements noyer les opinions du peuple ; ne laissons pas les réussites statistiques déguiser les problèmes réels* ». Et ils sont nombreux, car la croissance du PIB se paie au prix de la misère et de l'absence de liberté pour l'immense majorité de la population qui a vu ses conditions de vie bouleversées par un immense processus de prolétarianisation. La classe ouvrière qui compte environ 450 millions de salariés s'est grossie en trente ans de 150 à 200 millions de « *travailleurs migrants* », nouvelle classe ouvrière sans droits, surexploitée dans l'industrie, la construction, la domesticité chez les nouveaux riches. Depuis une décennie, les explosions de colère se multiplient, et le pouvoir les craint, réprime à tout va, verrouille de plus en plus « *la grande muraille virtuelle* », la censure d'internet, pour éviter notamment que les informations sur les révolutions dans le monde arabe ne circulent trop. Les « *chansons rouges* » et les discours patriotiques dissimulent désormais bien mal le règne du capital.

Alors en Chine aussi, la lutte des classes trace son chemin, aujourd'hui pour des droits immédiats, ce qui représente potentiellement une remise en cause du pouvoir en place, demain vers une nouvelle révolution...

Le capitalisme chinois, une des pièces maîtresses de la mondialisation

Crise de l'euro, endettement des Etats, cours des matières premières, délocalisations, investissements en Afrique, production industrielle et agricole, crise écologique... il n'y a pas une seule question économique actuelle qui ne renvoie à la place de l'économie chinoise, « *l'atelier du monde* », entièrement intégrée dans la mondialisation.

Cette place -la Chine est devenue la 2^{ème} puissance industrielle mondiale- a été obtenue en offrant aux multinationales de la planète les meilleures conditions pour exploiter un prolétariat chinois massif, mal payé, et durement encadré, au

moment même où le capitalisme mondial cherchait une solution à la chute du taux de profit du début des années 1970.

Ainsi, fin 70-début 80, en même temps que les Etats les plus riches prenaient les premières mesures libéralisant la spéculation et la circulation des capitaux, ouvrant l'ère de la mondialisation, l'Etat chinois, au nom de la « démaoïsation » menée par Deng Xiaoping, accélérât l'ouverture du pays au capital international, avec les Zones Economiques Spéciales. Cette politique contre les travailleurs s'est intensifiée pendant trois décennies, en même temps qu'elle arrachait des dizaines de millions de paysans à leurs campagnes en les transformant en prolétaires. Tout a été bon pour offrir un maximum de plus-value aux capitaux chinois et internationaux : multiplication des co-entreprises, casse du droit du travail (autorisation des licenciements, création d'une catégorie de Chinois sans-papiers et sans droits), fin du « *bol de riz de fer* » (un mythe maoïste qui garantissait à une partie des salariés un emploi à vie ainsi qu'un certain nombre de droits sociaux), diminution du nombre d'entreprises et d'emplois publics au profit du privé, interdiction des syndicats indépendants, etc.

L'acteur de cette politique « libérale » a été l'Etat, le Parti dit communiste, répondant aux besoins du capital qui dans le cadre de la division internationale du travail recherchait partout dans le Tiers monde une main d'œuvre bon marché, ce à quoi l'Etat chinois pouvait ajouter des garanties d'ordre, d'organisation, de qualité, etc. Le PCC a répondu d'autant mieux à ce besoin qu'il est en réalité un gigantesque réseau de pouvoir, certains cadres disent un « rotary club », un entre soi de la classe dominante où se côtoient les plus hautes sphères de l'administration et de l'armée, avec celles du secteur privé et de la finance.

Une révolution nationale

Et cette évolution n'est pas entrée fondamentalement en contradiction avec le régime mis en place par la révolution de 1949. Elle en est même l'aboutissement logique... La révolution de 49 n'avait rien de communiste. Si la paysannerie en a fourni les masses combattantes, sa direction, le Parti communiste maoïste, prétendait incarner l'union du parti communiste, du prolétariat, de la paysannerie, des intellectuels... et de la bourgeoisie patriotique, union symbolisée par les cinq étoiles du drapeau chinois. Et cela pour œuvrer au développement national de la Chine, à son unification pour la hisser au rang de grande puissance.

En 1949, le parti de Mao avait totalement rompu avec la politique qui avait prévalu à sa fondation, en juillet 1921, au cœur de la « concession » coloniale française de Shanghai. Alors, adhérant à la 3^{ème} internationale, porté par la vague d'Octobre 17, il défendait la perspective de la prise de pouvoir par les ouvriers alliés à la paysannerie, une perspective d'émancipation internationale, le communisme... Staline, promoteur dès 1924 du « *socialisme dans un seul pays* », préoccupé par la consolidation de son propre pouvoir, celui d'une bureaucratie d'Etat, renia cette perspective démocratique, révolutionnaire, internationaliste. L'Internationale communiste fut soumise à la défense des intérêts de la bureaucratie et devint bien incapable d'offrir une perspective aux révoltes des ouvriers qui se multipliaient en Chine dans les années 1920, une perspective indépendante d'un mouvement nationaliste bourgeois né au début du XX^{ème} siècle. Staline, qui prétendait pouvoir utiliser les nationalistes de Tchang Kai-chek en s'alliant avec eux, poussa le PCC dans leurs bras. Celui-ci, sans politique propre, capitula devant les nationalistes et leur laissa ainsi les mains libres pour écraser en 1927 la classe ouvrière, désarmée, alors qu'elle aurait pu être en mesure de prendre le pouvoir dans les plus grandes villes industrielles, comme Shanghai et Canton.

« *Puisqu'il n'est déjà plus possible dans les villes de déclencher des révoltes, il faut transporter la lutte armée dans les campagnes. C'est là que doivent être les foyers du soulèvement, tandis que la ville doit être une force auxiliaire* » décida le Comité central du PCC après l'échec de 1927. Contraints de se réfugier dans les campagnes, Mao et les dirigeants du PCC s'adaptèrent à la situation et firent du PCC un parti paysan, dont l'objectif n'était plus une révolution ouvrière communiste, mais une révolution nationale.

Quand de 1946 à 1949, suite à la guerre contre le Japon, se déclencha l'immense soulèvement de millions de paysans qui balaya Tchang Kai-chek, la féodalité et les seigneurs de guerre, le Parti communiste fut porté à sa tête, lui qui n'avait ni capitulé devant le Japon, ni trahi les aspirations à l'indépendance nationale et au partage des terres. Le prolétariat qui ne s'était pas relevé de l'écrasement de 1927 ne fut appelé par le PCC qu'à jouer un rôle de soutien, sommé d'obéir aux impératifs maoïstes, à l'opposé d'une politique qui se construit dans la lutte des masses elles-mêmes. C'était le Parti qui décidait de tout et contrôlait tout, réussissant à canaliser la formidable insurrection des masses paysannes... tout en négociant des compromis avec l'Etat et l'armée en place, et avec la grande bourgeoisie qui put conserver une partie de ses titres de propriété, ou qui vit ses emprunts et ses entreprises rachetés à prix d'or par le nouveau pouvoir.

La folie des trois décennies qui suivirent, notamment le « *Grand bond en avant* » et la « *Révolution culturelle* », provoquant des dizaines de millions de victimes de famine et de répression, montre à quel point ce régime était celui d'une caste incontrôlée, dont le seul ciment était le pouvoir et un nationalisme radical voulant faire de la Chine une grande puissance. Les discours « rouges » se résumaient à une morale patriotique pour justifier la surexploitation, l'embrigadement des travailleurs et la répression. Le point culminant fut la « Révolution culturelle » qui étrangement fascina tant une partie de l'extrême-gauche anti-impérialiste, plus sensible aux discours volontaristes, moralistes et à la

mobilisation violente d'une partie de la jeunesse orchestrée par l'Etat, qu'apte à saisir les conditions de la lutte de classe réelle. Ce vaste mouvement d'embrigadement des classes populaires, cette répression brutale n'avaient pourtant pas d'autre but que de mettre au pas la population, d'étouffer toute contestation au moment où des luttes éclataient contre ce pouvoir incapable de satisfaire les besoins essentiels.

Quand, à partir de la « démaoïsation », les dirigeants ont accéléré l'ouverture au capital international et encouragé les capitalistes chinois, cela n'a pas été une contre-révolution, mais la continuité d'un système où la bourgeoisie n'a jamais été évincée. Le nationalisme radical laissa la place au nationalisme libéral sauvage, provoquant l'enrichissement rapide d'une classe de patrons privés et de notables corrompus, tandis qu'une extrême pauvreté frappait des dizaines de millions d'habitants. Reste alors la démagogie nationaliste, s'appuyant sur la fierté de montrer au monde qu'en cinq décennies, la Chine est passée de la place de pays dominé à celle de grande puissance économique, cherchant à éblouir le monde comme au moment des JO de Pékin.

La lutte des classes prépare les transformations à venir

Mais la fierté nationale ne suffit à satisfaire ni les ventres vides, ni les aspirations à la liberté, à la démocratie. Un pouvoir national ne peut répondre en même temps aux exigences populaires et aux intérêts des capitalistes. Pendant toutes ces années, la lutte des classes populaires a continué face au pouvoir totalitaire. Les résistances, révoltes, grèves paysannes, celles des travailleurs migrants sans droits, comme celles des retraités, de la jeunesse et parfois des travailleurs plus favorisés des entreprises d'Etat, n'ont pas été arrêtées avec la répression de la place Tien an Men en 1989. Elles se multiplient depuis des années, même si la répression essaie de les étouffer, d'empêcher l'information de circuler, les organisations de résistances de se construire.

L'évolution des rapports de forces a déjà contraint le pouvoir à instaurer en 2004 des salaires minimums par région, revalorisés légalement tous les deux ans. L'an dernier, ces salaires ont été augmentés, sous la pression des grèves et des luttes (127 000 recensés officiellement en 2008) de 20% en moyenne dans presque toutes les régions (entre 65 et 130 euros mensuels). Ces luttes pour les augmentations sont largement absorbées par une inflation très forte (en un an, +14% pour les produits alimentaires, +57% pour la viande de porc) mais elles posent un problème pour les classes dominantes... car c'est bien la lutte de classes qui prend une nouvelle dimension.

A travers ces luttes, même si elles sont encore éparées et divisées aujourd'hui, la classe ouvrière exerce sa pression, mesure sa force, construit son unité, et commence à prendre le chemin de son émancipation contre ce pouvoir qui a usurpé le drapeau du communisme. La lutte pour les conditions de vie porte avec elle les exigences de liberté, de démocratie, et potentiellement celle d'un autre pouvoir, comme les peuples du monde arabe en font une nouvelle démonstration depuis plusieurs mois. C'est bien une nouvelle révolution qui se prépare aujourd'hui au cœur des grèves de la classe ouvrière chinoise.

François Minvielle

Au sommaire

Le NPA, le regroupement des anticapitalistes et les questions de stratégie

Au lendemain de la Conférence nationale qui a choisi Philippe Poutou comme candidat pour l'élection présidentielle, les débats internes au NPA ont pris, momentanément, un tour plus tendu. Publiquement, le NPA est apparu divisé en deux blocs, les partisans de la candidature de Philippe et ceux qui souhaitaient une candidature unitaire qui... n'existait pas. Autant dire que nos débats sont difficilement compréhensibles pour le commun des mortels. Ils sont malheureusement dans la continuité de biens des débats de l'extrême-gauche où les formules et les positions sont surinterprétées dans le seul but de mieux pouvoir accuser ses camarades de parti de trahisons !

A défaut de peser dans la lutte de classe réelle, les esprits s'échauffent et perdent le contact avec la réalité. Emportés par la logique de discussions sans fonds politique et social réels, aveuglés par les rivalités en milieu étroit, ils perdent de vue l'essentiel, ce qui nous réunit dans le même parti, pour s'emporter sur des questions incompréhensibles.

D'ailleurs, déjà, dans nombre de comités, bien des camarades expriment leur désaveu de cette irresponsabilité qui oublie nos engagements communs et commencent le regroupement de notre parti autour de la candidature de Philippe Poutou. La solidarité de parti et de classe prend le dessus sur les batailles picrocholines des chefs de tendance ou de sensibilités. La fierté de notre combat commun, l'évidence que, si nous ne sommes pas dans la course, personne ne dira

à notre place ce que nous avons à dire, encouragent chacune et chacun à prendre sa place dans la bataille politique qui commence. Et il faudrait être aveugle ou cynique pour penser qu'il n'est pas de l'intérêt de tous que le NPA soit présent dans la campagne pour la présidentielle. Il n'y a pas de place pour la passivité ou l'abstention.

Le débat qui s'est ouvert sur les questions de stratégie parallèlement aux discussions sur notre tactique électorale, débat dont on peut retrouver les diverses contributions sur le site de ESSF (www.europe-solidaire.org) dans la rubrique Phénix, n'est pas mécaniquement lié au débat sur la tactique électorale. Il a été entretenu sur cette question une grande confusion qui résulte de la volonté de certains camarades de donner au débat tactique une portée bien plus grande qu'il n'avait. Il nous faut aujourd'hui reprendre sereinement ce débat en le dégagant des enjeux de la Conférence nationale pour remettre les têtes sur leurs pieds si l'on peut dire.

C'est la seule façon d'engager sainement cette discussion pour apporter des réponses en termes d'orientation et de perspectives aux questions politiques qui nous divisent et nous paralysent. Quel que soit le diagnostic que l'on porte sur les origines de notre crise – manque de délimitation programmatique, hétérogénéité du NPA, faiblesse de direction –, il ne peut y avoir d'issue solide si nous ne réussissons pas collectivement à définir une stratégie qui soit assumée, partagée par la grande majorité du parti. Cela ne signifie pas avoir par avance des réponses théoriques comme tactiques à toutes les grandes questions qui se poseront avant, pendant ou après la conquête du pouvoir mais définir le cadre commun dans lequel nous abordons ces questions.

C'est bien pourquoi il nous faut tout reprendre à zéro dans l'état d'esprit de surmonter nos divisions au lieu de les justifier dans une fuite en avant destructrice.

L'enjeu de la discussion est de répondre aux questions laissées en suspens au moment du congrès fondateur et sur lesquelles nous pensions être en mesure d'apporter des réponses dans le cadre du dernier congrès. Nous n'en avons pas eu la force et les incompréhensions sont devenues des divergences qui tendent à s'approfondir. Cette difficulté renvoie à nos difficultés globales de direction et de fonctionnement, à l'ampleur de la tâche aussi. Il y a maintenant urgence à clarifier les choses pour définir sans ambiguïté l'axe stratégique qui détermine notre politique et notre tactique.

François Sabado et Léon Crémieux dans un texte dont je partage les grandes lignes concluent sur la nécessité d'une refondation du NPA [1]. Oui, il s'agit bien d'une refondation, nous y sommes d'ores et déjà engagés, concrètement d'un point de vue militant, dans notre travail de construction de notre parti, de recrutement, d'intervention dans les luttes. Ce travail de refondation sera, de fait, au cœur de notre campagne présidentielle conçue comme une campagne de propagande et d'agitation, de construction. Plus précisément, nous donner maintenant les moyens d'être présents dans cette campagne sera une première étape sur le chemin de cette refondation. Nos discussions stratégiques n'ont de sens que dans cette perspective.

Yvan Lemaitre

Lire la suite de cet article sur le site en cliquant : <http://www.npa-debatrevolutionnaire.org/lettre/dr057a3>

Au sommaire